Le bouleversement climatique peut devenir catastrophique

Dernier rapport du Giec

Partage international nº 363 – Novembre 2018

Le groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) a publié son dernier rapport le 8 octobre 2018. Très attendu, il aborde les solutions à mettre en œuvre pour limiter le réchauffement global à 1,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels. Celles-ci exigent un changement tant social que technologique sur une telle échelle *« qu'il n'existe aucun précédent historique documenté »,* affirme le *Washington Post*.

Cette dernière publication du Giec, organe de l'Onu créé pour fournir aux décideurs politiques des informations scientifiques rigoureuses sur le changement climatique, a été préparé suite à l'accord de Paris (2015). Elle synthétise le travail de 90 chercheurs provenant de 40 pays et cite plus de 6 000 études scientifiques.

Ce rapport, publié après le sommet d'Incheon en Corée du Sud, qui a eu lieu du 1er au 6 octobre, ne laisse pas de doutes quant à la nécessité d'actions d'envergure pour le climat : d'ici 2030, il faut que les émissions aient diminué de 45 % par rapport à leurs niveaux de 2010. Et d'ici 2050, toute combustion de charbon ou presque doit cesser.

Pour le directeur exécutif de l'Onu Environnement, Erik Solheim, *« c'est comme une alarme assourdissante qui se déclenche dans la cuisine. Il faut éteindre le feu ».* Tandis que le rapport convient des difficultés à limiter le réchauffement mondial à 1,5°C, il souligne l'importance de le faire, car laisser la planète se réchauffer de 2°C, la limite haute fixée par l'accord de Paris, aurait des conséquences dévastatrices. A contrario, limiter le réchauffement à 1,5°C au lieu de 2°C pourrait :

– éviter une montée du niveau des mers de 10 cm supplémentaires ;

– diminuer par dix la probabilité d'un été sans glace dans l'Arctique ;

– empêcher la fonte du pergélisol dans une région arctique grande comme l'Alaska ;

– limiter la mortalité des coraux tropicaux à 70-90 % au lieu de 99 % ;

– sauver des centaines de millions de personnes des risques climatiques et de la pauvreté d'ici à 2050.

Mais limiter le réchauffement à 1,5°C exigerait des innovations technologiques. La part de l'électricité produite par des énergies renouvelables devrait augmenter, de 24 % actuellement, à 50-60 % dans la prochaine décennie. Le domaine du transport devrait rapidement adopter les véhicules électriques et les centrales électriques à énergie fossile devraient être équipées de technologies de stockage du carbone, afin d'empêcher la diffusion de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Le rapport appelle également à convertir des terres agricoles en forêts (qui constituent des puits de carbone) et à mettre en œuvre une technologie nouvelle : la bio-énergie avec capture et stockage du carbone. Ce procédé prévoit de cultiver des plantes pour en faire des bio-carburants. En grandissant, les plantes absorbent du carbone qui est relâché lors de la combustion des bio-carburants. A ce stade, le carbone serait capturé et enfoui profondément.

Mais des stratégies ambitieuses pour des émissions négatives nécessitent une coopération internationale à très grande échelle. *« Même si c'est possible techniquement, ça n'arrivera pas sans aligner la technique, la politique et le sociétal »,* selon Glen Peters, directeur de la recherche au Centre pour la recherche internationale sur le climat, basé à Oslo. Il poursuit : *« contenir le réchauffement en dessous de 1,5°C ou 2°C exigerait que tous les pays et tous les secteurs agissent. »* Mais ce genre de coopération a été rendue plus difficile par la décision du président des Etats-Unis, Donald Trump, de retirer son pays, fort émetteur, de l'accord de Paris.

« Aujourd'hui, les meilleurs experts scientifiques mondiaux ont confirmé ce que Mère Nature montre clairement : nous devons rapidement nous tourner vers une économie globale à énergie propre. » Tels sont les mots d'Al Gore, ancien vice-président des Etats-Unis et défenseur de l'environnement.

« Malheureusement, l'Administration Trump se marginalise et n'a aucun scrupule, dans une action à courte vue à soutenir les industries de combustibles fossiles, ces industries sales du passé. Cette Administration est en conflit direct avec les entreprises américaines, avec ses Etats, avec ses villes et ses citoyens qui mènent la transformation. »

Sources : Ecowatch ; sdg.iisd.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Point de vue